



Contribution de Jean KASPAR, membre de la Commission

NOTE N°2

QUELQUES REMARQUES A CARACTERE GENERAL

Le 4 septembre 2007

SUR LE FOND

- Si l'amélioration du taux de croissance française est un objectif incontournable pour permettre à notre pays de faire face à certains de ses défis : amélioration de la situation de l'emploi, consolidation de nos systèmes de protection sociale, développement de la recherche et de l'innovation, réduction de la dette, il n'est pas **la seule réponse aux nombreuses réformes que notre pays doit effectuer.**

Même avec un taux de croissance à 5%, il faudra faire de sérieux efforts pour adapter nos modes de vie, les règles du vivre ensemble ou nos systèmes sociaux. **Ne donnons pas l'illusion que la croissance est la potion magique pour répondre à tous nos problèmes.**

- Faisons attention à ne pas tomber dans le travers qui consiste à faire croire que **seuls des mesures réglementaires ou des changements opérés par la loi contribueront à l'amélioration de la croissance. Il faudra également insister sur l'implication de l'ensemble des acteurs économiques, sociaux, politiques et culturels** en donnant une place essentielle aux procédures d'information, de consultation, de concertation et de négociation.
- Le rôle de l'État doit être redéfini. Il ne peut plus à lui seul incarner l'intérêt général. S'il doit en rester le garant, l'intérêt général doit relever d'un processus de co-construction impliquant tous les acteurs. Le rôle de l'État, c'est d'être de plus en plus un **"Manager"** (j'utilise à dessein le mot) **du débat public. Il doit éclairer l'avenir et mettre en œuvre des stratégies de coopération fondées sur la recherche de l'implication de tous les acteurs.**
- Libération du jeudi 30 août a mis l'accent sur l'insuffisance du nombre d'économistes. Il nous faut montrer, c'est vrai pour la croissance mais aussi pour d'autres questions, que les approches unidimensionnelles (l'économie aux économistes, la science aux scientifiques, la technique aux techniciens, etc...) ont montré leur limite. L'efficacité aujourd'hui passe par des **approches multidimensionnelles. Il nous faut donc montrer que seule une telle démarche permet porter un diagnostic pertinent sur tous les freins de la croissance et de faire les propositions pour les réduire voire les supprimer.**
- On ne mobilise pas un pays sur un taux de croissance mais sur l'ambition qu'elle permet de concrétiser et les marges de manœuvre qu'elle dégage pour relever le défi auquel notre société est confrontée. Il faut donc **donner du sens en situant notre démarche dans une grande ambition** (un progrès partagé, la réduction massive du chômage, l'amélioration des conditions de vie, le recul de la pauvreté, la préparation de l'avenir, la consolidation de nos systèmes de protection sociale, la réduction de la dette).

- Nous ne devons pas avoir peur d'aborder des sujets tabous comme, par exemple ceux de :
 - la nécessité de **requestionner le concept d'avantages acquis** ;
 - la question de la **représentativité syndicale** et de la **nature du dialogue social** ;
 - **l'uniformité des réponses** alors que les situations et les aspirations sont diversifiées ;
 - le mythe de **l'égalitarisme** ;
 - la modernisation des services publics et de leur **nécessaire efficacité** ;
 - la nécessité de lier à la notion de Droit, celle de **Devoir**.

Cela suppose de la pédagogie, une réflexion sur la méthode et de montrer les résultats que l'on peut escompter de ces remises en cause. ./.